
M.E.S., Numéro 128, mai - juin 2023

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mise en ligne le 30 mai 2023



Revue Internationale des Dynamiques Sociales
Mouvements et Enjeux Sociaux
Kinshasa, mai - juin 2023

POLITIQUE COMME MOYEN DE SURVIE DES ACTEURS POLITIQUES EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO :

Défis et faiblesses des alliances pour la bonne gouvernance

par

Jean LOMANA WEMBONYAMA

*Assistant, Apprenant en Sciences politiques et administratives,
Université de Kinshasa*

Clovis NUMBI NUMBI

*Chef de travaux en Sciences politiques et administratives,
Institut Supérieur de Développement Rural de Lubao*

ABABA NONGA LUTSHAKE

*Apprenant en Sciences politiques et administratives,
Université de Kinshasa*

Résumé

Cet article analyse le comportement et les attitudes des acteurs politiques congolais qui font de la politique leur moyen de survie et d'accumulation des richesses. L'envie de se servir et non de servir qui caractérise les dirigeants, démoralise la vie politique congolaise et affecte la gouvernance publique. Mal organisés et sans repères idéologiques, les partis politiques recourent à la formule des alliances pour conquérir le pouvoir. La mise en place des alliances dégage un contraste curieux dans le comportement alimentaire des acteurs politiques congolais. Dans cette étude, notre attention porte sur l'inconstance des acteurs carriéristes qui ne peuvent survivre qu'en tirant des dividendes politiques. L'étude démontre comment la pratique des alliances demeure une réalité confuse du point de vue doctrinaire, idéologique et même naturel, et reste une réalité qui conduit à l'adoption de parcellisation du pouvoir des acteurs, comme mode de gouvernance, conduisant à l'accumulation des ressources de l'Etat dans les comptes privés. Notre souci est de démontrer le reflet des acteurs politiques de type digestif, en quête de positionnement dans l'appareil de l'Etat.

Mots-clés : *politique moyen de survie, acteur politique, enrichissement personnel, alliance politique, bonne gouvernance, bien-être collectif.*

Abstract

This article analyzes the behavior and attitudes of Congolese political actors who make politics a means of survival and accumulation of wealth. The desire to serve and not to serve that characterizes the leaders, demoralizes Congolese political life and affects public governance. Poorly organized and without ideological benchmarks, the political parties resort to the formula of alliances to conquer power. The establishment of alliances reveals a curious contrast in the food behavior of the Congolese actors. In this study, our attention focuses on the unconsciousness of career actors who can only survive by reaping political dividends. The study demonstrates how the practice of alliances remains a confused reality from a doctrinal, ideological and even natural point of view, and remains a reality that leads to the adoption of the parcellization of the power of the actors, as a mode of governance, leading to the accumulation of state resources in private accounts. Our main concern is to demonstrate the reflection of the political actors of the digestive type, in search of positioning in the apparatus of the State.

Keywords : *political means of survival, political actor, personal enrichment, political alliance, good governance, collective well-being.*

INTRODUCTION

Cette étude porte sur la politique comme moyen de survie des acteurs politiques en RDC : défis et faiblesse des alliances pour la bonne gouvernance. Comme nous pouvons le remarquer, la gouvernance démocratique est le modèle de gestion adoptée en RDC depuis l'accession du pays à l'indépendance. Mais, il faut noter l'évolution tumultueuse

caractérisée par l'interruption de cet élan par des régimes autoritaires et la longue période de transition ainsi que le reflux démocratique des années 2006, qui donne toute la mesure du chemin à parcourir pour son approfondissement et son enracinement démocratique.

En RDC, l'action des partis contraste aux objectifs de la recherche du bien-être social de la population, et cela est dans une certaine mesure à la base des crises multiformes qui plongent le pays dans l'instabilité politique et le sous-développement. Les divergences à la base des crises sont consécutivement causées essentiellement à la quête de survie, livrent les acteurs politiques à la transhumance à travers la conclusion des alliances politiques utilisées comme dernier tremplin à l'accession aux institutions publiques afin de tirer les dividendes. L'absence des grands partis politiques nationaux est comblée par la mise en place des alliances, étant donné que les acteurs veulent être libres et autonomes au sein de leurs petits partis.

Dès lors, les alliances qui naissent au besoin de la survie politique et de réconfort matériel de leurs initiateurs, s'écartent de l'idéal de servir ? et prennent plutôt l'orientation de se servir. D'où, la sphère politique congolaise est devenue plus un lieu d'affaire, et non de service. Ainsi, l'accession à un poste politique est une aubaine d'enrichissement personnel au détriment de la recherche de la satisfaction des besoins d'intérêt commun. On est là, dans un système de la bourgeoisie d'Etat dans ce jeu collectif d'alliances politiques. Les mutations des cadres politiques du FCC de Joseph Kabila et autres formations politiques vers l'Union Sacrée de la Nation de Tshisekedi depuis la fin de la coalition FCC-CACH, démontrent à suffisance l'image des acteurs politiques à laquelle le Congo fait face.

Il se dévoile que le business politique paye mieux que toute autre profession, et explique l'intéressement de plusieurs acteurs au carriérisme politique, et la motivation affairiste est à la base de la prolifération aventureuse des partis et regroupements politiques. Ce comportement des acteurs politiques fait que la RDC soit la rusée du monde ; un pays qui regorge des ressources naturelles énormes, dont curieusement sa population vit dans l'extrême pauvreté. Ce phénomène de la politique comme moyen de survie des acteurs remonte de la CNS, avec la prolifération des partis alimentaires et des alliances. La même stratégie réapparaît dans les processus électoraux de 2006, 2011, tout comme de 2018. Force est de constater que l'expérience des alliances politiques pour la construction d'un système politique stable en RDC, pose un problème fondamental par l'instabilité des partis politiques et de leurs animateurs, qui constitue, à cet effet, une pesanteur à la bonne gouvernance.

Au regard de ce qui précède, trois questions méritent d'être posées pour orienter notre réflexion, à savoir : *Qu'est- qui justifie la politique comme moyen de survie des acteurs politiques en RDC ? Quelle est l'incidence de ce phénomène dans la gouvernance de l'Etat? Comment y remédier ?*

En vue de répondre aux interrogations soulevées, nous proposons des hypothèses suivantes : la politique comme moyen de survie des acteurs politiques se justifierait par l'infiltration des acteurs qui cherchent à contrôler les jeux et les enjeux politiques, afin de garantir de confort et de dividendes politiques par l'accumulation de richesses personnelles.

La cupidité des acteurs politiques animés par l'esprit du lucre, (des sacristains politiques¹) explique l'intéressement des acteurs au carriérisme politique, dont la motivation est de fonder un parti politique ou devenir autorité morale afin d'avoir l'influence sur les institutions pour mieux se servir. La finalité de leurs actions est de se retrouver dans les institutions considérées comme mangeoires nationales, c'est-à-dire

¹ Kyungu Masangu, J.P., RD-Congo : des compromissions au compromis, résolutions, 2008, éd. Du net, Suresns, 2015, p.128.

au gouvernement, parlement, entreprises publiques ou institutions d'appui à la démocratie, la CENI ou la CNSA, etc.

Cette conception des acteurs de faire la politique basée au besoin de survie du confort ou de lucre, constitue une entrave au système démocratique stable et à la bonne gouvernance. Toute pratique de la culture carriériste des acteurs politiques s'est toujours distinguée par la lutte de positionnement et dans une certaine mesure de la jouissance du pouvoir et d'accumulation des richesses personnelles, sans se soucier des vrais intérêts du peuple. Il s'observe que, dès qu'un acteur politique est promis à un poste de responsabilité, la radio de terroir ne parle que des maisons achetées, de son déplacement vers des quartiers huppés de la ville, de voyages des enfants en occident, de la prise du poids et création de sa propre fondation.

La solution aux scissions des alliances, à la transhumance et aux vagabondages et d'autres pratiques qui impactent le système de la gouvernance politique congolais, résiderait dans la réadoption du cadre légal dans lequel les partis et alliances politiques doivent être créés, et fonctionner par rapport aux réalités socio-politiques congolaises. Pour arrêter l'hémorragie tendancieuse de survie des acteurs politiques, il faut renforcer les mécanismes de contrôle, de transparence, la recevabilité, l'État de droit, la lutte contre la corruption ainsi que la formation des acteurs sur le civisme financier, et à la dépolitisation de l'appareil judiciaire, etc. La mise en place de la justice distributive qui consiste à réduire les injustices sociales demeure un des facteurs efficaces d'assainir l'environnement politiques congolais. Tout ceci passe par la reprogrammation de l'élite politique.

En effet, pour mieux analyser ce comportement d'affairisme ou de carriérisme digestif des acteurs et ses incidences dans la gouvernance, ainsi que les défis et faiblesses des alliances plafonnées sur base des intérêts égoïstes des acteurs dans le champ politique actuel afin de dégager les approches de solution à ce phénomène, il nous semble important de commencer par l'opérationnalisation méthodologique (i), l'analyse de la politique comme moyen de survie des acteurs et ses incidences sur la gouvernance (ii), les résultats obtenus : interprétation et confrontation des données du terrain (iii). Une brève conclusion met un terme à cette étude.

I. OPÉRATIONNALISATION MÉTHODOLOGIQUE

La méthodologie devient un schéma par lequel se fait la confrontation des faits, des théories, des concepts dont l'aboutissement est la production de la connaissance scientifique². Pour mieux analyser les facteurs expliquant la politique comme moyen de survie des acteurs et leurs incidences dans la perspective de la bonne gouvernance en RDC, confrontée aujourd'hui à des défis pathologiques de la corruption, de détournement des fonds publics, etc., il nous paraît important de relever le malentendu entre les faits théoriques et les données empiriques. Dans le cadre de notre étude, nous avons fait recours à la méthode stratégique.

Opérationnalisation de la méthode d'analyse stratégique

L'opérationnalisation de la méthodologie suivie dans cette étude et dans le souci de mieux analyser les réalités du terrain, repose d'une part, par les techniques documentaire, d'observation et de l'interview³, et d'autre part, sur l'analyse stratégique.

La technique documentaire nous a permis de recueillir des informations en consultant les ouvrages, les revues, les travaux scientifiques et les ouvrages des sciences politiques et de la sociologie. Dans la suite, la technique d'observation nous a permis

² MBOKO DJ'ANDIMA, *Principes et usage en matière de rédaction d'un travail Universitaire*, Ed. CADICEC, Kinshasa, 2004, p.12.

³ AKTOUF, O., *Méthode des sciences sociales et approches qualitatives des organisations, une introduction à la démarche classique et une critique*, Québec, PUQ, p. 106.

d'apprécier les différentes réalités de changement de statut social des acteurs quand chacun a une parcelle du pouvoir. Enfin, à propos de l'interview, une série d'entretiens a été organisée aussi bien avec des responsables de quelques partis politiques. Cette technique nous a surtout permis d'obtenir des descriptions détaillées des expériences individuelles des personnes ressources en rapport avec notre sujet d'étude. Ces personnes dites aussi 'témoins privilégiés' ont été choisies en raison de leur expertise, de leur expérience quotidienne et du degré de contact avec les phénomènes étudiés. Ces entretiens ont fourni un supplément d'informations et complètent les données récoltées de notre étude.

Quant à la méthode de l'analyse stratégique, retenons qu'elle aligne la présence de cinq concepts fondamentaux : *acteur, pouvoir, stratégie, zones d'incertitude et système d'action concret*. Eclairons à présent, l'articulation de chacun de ces postulats par rapport à notre sujet d'étude.

Par acteur, il faut entendre « tout individu lié à l'organisation, qu'il soit à l'intérieur ou à l'extérieur, du côté des dirigeants ou des dirigés. Les acteurs sont donc des individus (animateurs de la vie politique « élite dirigeante et non dirigeante ») et les jeux qui les prédisposent à se livrer aux alliances pour accéder au pouvoir en vue de l'accumulation de richesses personnelles. Ainsi, cette méthode nous a servi à analyser le comportement et les stratégies des acteurs impliqués dans les alliances d'une part, et de comprendre les stratégies que chaque acteur met en place pour se positionner et avoir l'influence dans les institutions publiques pour en tirer les dividendes et les avantages personnels pour s'enrichir.

Cette méthode nous a permis d'indiquer clairement que le succès du combat politique au Congo, est souvent fonction de l'usage des alliances utilisées par les acteurs comme dernier tremplin de positionnement pour accéder aux postes et accumuler les ressources personnelles nécessaires. La tendance de survie des acteurs est à la base de la prolifération des partis politiques et fragmentation des alliances politiques en RDC. Ainsi, c'est en examinant les relations de pouvoir entre les acteurs et la dynamique des alliances politiques que nous avons compris le phénomène du business politique où la politique est perçue par les acteurs comme un moyen de se servir, et non de servir. Il suffit d'observer les avantages accordés aux politiciens par rapport à d'autres secteurs, et saisir également les va et vient des acteurs politiques dans chaque occasion de concertation ou des accords politiques. Cette conception de parcellisation de pouvoir explique la quête de la survie des acteurs qui se traduit par les alliances, les transhumances, les débauchages d'élites, et s'observent dans leur manière d'agir, dont les répercussions sont perceptibles sur la gouvernance de l'Etat. A travers cette méthode, nous considérons la perception de la politique comme moyen de survie, un phénomène qui découle des comportements et des stratégies des acteurs dans le champ politique congolais, la simultanéité des alliances qui s'articulent sur la recomposition de la majorité parlementaire qui empoisonne l'élan de la bonne gouvernance.

II. ANALYSE DE LA POLITIQUE COMME MOYEN DE SURVIE DES ACTEURS ET SES INCIDENCES SUR LA GOUVERNANCE

Par politique comme moyen de survie, nous entendons un ensemble des phénomènes, des pratiques, des attitudes, des idéologies et des comportements liés à l'affairisme ou le business politiques des acteurs qui perçoivent la politique comme un moyen de survie et d'enrichissement individuel le plus facile. Cette conception renvoie le pouvoir politique aux gains matériels et aux honneurs que le pouvoir procure aux détenteurs⁴. La corruption, l'enrichissement illicite, le détournement de fond public, le positionnement, la couverture politique, fiscale ou judiciaire, le tribalisme, le clientélisme, le favoritisme, etc. sont classés parmi les pratiques de la survie politique des acteurs. A

⁴ AUNDU, G., *comprendre la science politique en 9 leçons*, éd.academia, le Harmattan, paris, 2018, p.8

cet effet, réfléchir sur la politique comme moyen de survie des acteurs, c'est toucher au cœur même de la refondation du système de gouvernance congolais considéré comme instable.

2.1. Analyse de la politique comme moyen de survie des acteurs politiques en RDC

En RDC, il s'observe que les fondements idéologiques des acteurs politiques sont basés sur la recherche de la survie quotidienne des acteurs que sur la réalisation d'intérêt général. La quête d'intérêt individuel, égoïste en permanence dans les coulisses du ring politique est observable dans tous les régimes qui se sont succédé au pouvoir.

Dans la chasse au pouvoir et son corolaire, chacun dans l'ombre, tire toute la couverture sur soi. L'essentiel pour la classe des opérateurs politiques, c'est de devenir Président, Ministre, Député ou Sénateur, Mandataire public ou Directeur de Cabinet, etc. pour vivre dans une opulence exacerbée... Et, qu'importe si les autres végètent misérablement. Lors des différents événements politiques historiques (concertations ou dialogues), nous avons constaté le comportement tantôt logique, tantôt ambigu des acteurs. Face à cette lacune, et révoltés par la décadence généralisée de la classe politique dont l'ambivalence est chronique, et parvenir à la mangeoire, ils pensent qu'on ne gagne pas souvent ce qu'on mérité mais, plutôt ce qu'on négocie.

A cet effet, le pouvoir politique comme moyen de survie (mangeoire ou politique du ventre) est le seul pivot autour duquel gravitent les acteurs politiques de toutes tendances confondues pour parvenir au confort. Observons leurs comportements de quête de survie dans la prolifération des partis politiques et le vagabondage des alliances:

L'UDPS qui conclut un arrangement politique en coulisse avec la Majorité Présidentielle pour une transition de 3 ans en violation des dispositions constitutionnelles (dans les différentes villes et capitales occidentales), l'UNC avait accompagné le régime de Joseph Kabila à un accord piégé du 18 octobre 2016, croyant occuper la primature ou le CNSA, le MLC va conclure un arrangement particulier sur les dispositifs de l'accord de 31 décembre 2016, le PALU, etc. C'est le reflet des acteurs politiques congolais.

Maitre Tshibangu Kalala disait, en ce qui concerne sa transhumance : en politique au Congo, il n'y a pas d'éternels ennemis, ni d'éternels amis. Il faut juste savoir jouer sa carte, et oublier les coups et on cicatrise les blessures⁵.

Le cas du MLC est très édifiant quant à la transhumance des acteurs vers la mangeoire nationale, ce parti politique qui était la première force de l'opposition entre 2006 et 2011, a connu huit scissions en dix ans seulement. Environ 30% de ses anciens cadres étaient devenus membres du gouvernement sous régime de Joseph Kabila, par le truchement de leur propre formation politique ou par le fait de débauchage. L'ARC d'Olivier Kamitatu, l'ATD, de José Makila, l'UFC de Leon Kenge, le PDC de José Endundu, l'ADR de François Muamba, ECCO d'Adam Bombole, le MCL/L ensuite ML de Thomas Lohaka, le CDER, de Jean Lucien Busa.

L'UDPS, parti historique et première force de l'opposition, n'est pas épargnée de la hantise du démon de la scission, causée par la quête de survie des acteurs. Le parti en compte depuis sa création. Il n'est pas exclu que cette formation politique connaisse le « phénomène de Wenge » : UDPS/Kibasa, UPCR de Bruno Mavungu, UDPS/ Tshibala, UDPS/Tarcisse Loseke Nembalemba, etc⁶.

Un parti né après avoir dénoncé et condamné la pensée unique au sein du PPRD, l'UNC a connu trois scissions, justifiées par la culture de la pensée unique. En 2015, l'UNC a été secouée avec le départ du président de l'école du parti, Justin Bitakwira et en 2016

⁵ Radio Okapi, 2MISSION « dialogue entre congolais, 2017.

⁶ 59^e Anné première partie numéro spécial du Journal de la République Démocratique du Congo, du 30 Avril 2018, dans lequel, on trouve quatre UDPS.

avec le secrétaire général Ewanga et son adjoint André Lubaya, respectivement, ils ont créé leurs partis, ARC/N, FCR, UDA.

Ce comportement s'observe dans le débauchage des élites dans l'affaiblissement des partis ou des alliances, il en est de même de leur vagabondage durant les compétitions politiques. Un cas illustratif de ce phénomène est celui de Jacques Mbandu, qui fut d'abord Gouverneur du Bas-Congo (Kongo central) pour le compte de Joseph Kabila en octobre 2006, puis réélu en octobre 2012 par l'Assemblée provinciale en qualité d'indépendant. Entre ces deux périodes, il a sauté en cartel (UDR, UREC, ARC, RENACO, NP, AMP). Il n'est pas le seul « nomade politique » dans ces cas : Antoine Ghonda du MLC, se fit élu député du PPRD en 2006. Valentin Senga du MLC devint membre du cartel AMP de Joseph Kabila ; Lambert Mende Omalanga du RCD et RCD-ML se fit élire député de son propre parti (CCU) et plusieurs fois Ministre, mais membre de l'AMP Kabiliste, fondateur de MNC-Original, devient Membre de l'Union Sacrée de la Nation de Félix Tshisekedi depuis 2020. Modeste Bahati, fondateur de l'AFDC et Alliés, cadre influent dans l'AMP, et du FCC, quitte le FCC et devient Cadre l'Union sacrée de Félix, président du Sénat. On a vu Badibanga, membre de l'UDPS, devenu Premier Ministre de J. Kabila sans l'accord de son parti, aujourd'hui, Vice-président du Sénat dans le quota de l'UDPS. Le cas de Bruno Tshibala, membre de l'UDPS, devenu Kabiliste et membre fondateur du FCC, après avoir occupé les fonctions du Premier Ministre.

Depuis les résultats des élections du 31 décembre 2018, la coalition entre FCC et CACH au pouvoir en RDC, semblait être un moindre mal pour sortir le pays de l'agitation politique au lendemain d'un processus électoral controversé. Mais quelques mois ont suffi pour constater que ce qui était souvent présenté comme un duo, résultat de la volonté du peuple congolais, s'avère être un véritable duel ou confrontation entre les deux alliés. Non seulement que cette alliance inédite est fondée sur une méfiance réciproque de ses acteurs, mais elle révèle aussi, par leur comportement, qu'elle était totalement dépourvue d'un objectif commun, ce qui constituait un caillou dans les chaussures présidentielles. Car, s'il est vrai que les partisans de Felix Tshisekedi se battaient pour la réussite du quinquennat, et cherchaient à gagner la confiance de la population pour les élections de 2023, on avait constaté que les membres du FCC de Joseph Kabila s'organisaient sérieusement pour reconquérir le pouvoir en 2023, un combat logique en démocratie, mais qui ne rendait pas la tâche facile à Félix Tshisekedi, minoritaire dans les deux Chambres du Parlement. Il a suffi quelques jours avant la dissolution de cette alliance, la coalition faisait face à une crise profonde.

Dans son adresse à la nation en date de vendredi 23 octobre 2020, le Chef de l'Etat F. Tshisekedi avait annoncé d'entamer les consultations nationales en vue d'élargir la coalition FCC-CACH, à défaut d'en créer une nouvelle, créant ainsi des agitations au sein de la classe politique. Ces consultations se sont soldées par la création de l'Union Sacrée de la Nation avec une autre majorité parlementaire en sa faveur, constituée des députés nationaux du FCC, du CACH et alliés, AFDC et alliés, Ensemble pour la République, et autres.

Après les consultations, Félix Tshisekedi, obtient 391 députés et 84 sénateurs pour recomposer la majorité parlementaire en sa faveur au sein de l'Union Sacrée de la Nation avec une autre alliance née avec les leaders de l'AFDC et Alliés de Bahati Lukwebo, cadre de la coalition FCC, de l'Ensemble pour la République ER, de Moïse Katumbi, ancien Gouverneur du Katanga et ancien membre du PPRD et MLC et Alliés, de Jean-Pierre BEMBA, tous les deux anciens cadres de la coalition de LAMUKA.

Il est étonnant de remarquer que la majorité des acteurs du régime passé de Joseph Kabila, hostiles au nouveau pouvoir de Tshisekedi soient devenus quelques temps après l'alternance, de défenseurs du nouveau régime. Ceci démontre que le régime en place a érigé la malhonnêteté, l'inversion des mœurs, bref, les antivaleurs en valeurs d'ascension

dans l'échelle sociale et politique. Les anciens Mobutistes, devenus ensuite Kabilistes, sont revenus en force de Tshisekedistes dans le régime actuel, et appliquent les mêmes préceptes d'hier avec beaucoup d'aisance.

Nous remarquons que nous sommes le seul pays où les acteurs politiques n'ont pas honte de défendre ce qu'on ne peut pas défendre, celui qui est pointé d'avoir détourné les deniers publics, c'est celui-là même qui prend le courage de la contre-attaque pour justifier son coup administré à la république, et faire arrêter les accusateurs qui deviennent haineux contre son ascension sociale et politique. Les représentants du peuple ne cessent de trahir leur propre peuple, les députés qui, aujourd'hui approuvent une motion de censure ou de défiance, ce sont les mêmes qui, demain, retirent l'un après l'autre leurs signatures sans explications.

Ces exemples de scission des partis politiques et des alliances sont légion. Ces acteurs politiques, toute proportion gardée, se caractérisent par l'incapacité de faire preuve d'une constance politique et se démarquent surtout par des décisions irrationnelles, des positions contradictoires dans un laps de temps, des actes irréguliers et tendance à tout sacrifier quand il s'agit de leurs intérêts individuels. Devant le pouvoir et l'argent, il n'y a pas d'hommes politiques idéals. Les acteurs politiques sont dans une immoralité sans précédent. Ainsi, dans cette quête politicienne du pouvoir pour la survie de la part des acteurs, le peuple est le grand absent, et ses aspirations sont confisquées. De ce fait, le pouvoir devient une faculté pour certains de s'imposer aux autres, par la violence si nécessaire à la poursuite de buts invouables. Force est de constater l'absence d'évolution des mentalités de la majorité de « chasseurs » du pouvoir, s'agissant de leur conception, de son exercice ainsi que des buts tant cherchés.

Ces exemples de scission de partis politiques congolais démontrent le comportement égoïste face aux intérêts mesquins animés par leurs initiateurs. Ces acteurs politiques, toute proportion gardée, se caractérisent par l'affairisme et l'incapacité de faire preuve de constance. Au regard ce qui précède, Evariste Boshab, n'hésite pas de qualifier « *les partis politiques comme des boutiques privées dont les propriétaires recherchent avant tout la manifestation du lucre par la surenchère de tous genres* »⁷. Dans le même sens, AUNDU G⁸, confirme également que les partis politiques ou regroupements politiques congolais se révèlent être des structures superficielles, éphémères, circonstancielles et personnalisées. En ce sens, elles apparaissent comme étant des instruments stratégiques pour le gain facile de leurs fondateurs et adhérents.

2.2. Alliance politique, conflit de leadership, positionnement politique, stratégie électorale, débauchage et transhumance des acteurs et défis de la bonne gouvernance

L'espace politique représente fondamentalement un univers d'alliances politiques positives ou négatives à travers lesquelles, les acteurs tendent, soit à se neutraliser mutuellement, soit à s'unir en vue d'une action commune. En 2006, 2011 et 2018 la tenue des élections générales, législatives et présidentielles ont donné lieu en RDC à la formation des alliances et des coalitions des partis politiques autour particulièrement des candidats Joseph Kabila et Jean Pierre Bemba (2006), entre Joseph Kabila et Etienne Tshisekedi (2011) et, entre Martin Fayulu, Felix Tshisekedi et Emmanuel Ramazani (principaux candidats aux élections de 2018).

La vie politique congolaise nous offre plusieurs illustrations qui prouvent que les acteurs politiques congolais doivent leur train de vie à l'appareil de l'Etat. Ils ne savent rien faire d'autre que se tourner autour du pouvoir dont la recherche quasi permanente

⁷ BOSHAB, E., *RDC : entre les colombes et les faucons. Où vont les partis politiques ?*, PUC, Kinshasa, 2001, p. 6.

⁸ AUNDU MATZANZA, G., *Etat et partis au Congo-Kinshasa. Ethnicité pour légitimité*, éd. le Harmattan, Paris 2010, p.112.

est devenue leur raison d'existence. Ainsi, totalement déformés par le pouvoir pour le pouvoir, ces acteurs ont finalement monté leurs propres entreprises, à l'image des nouvelles églises au Congo, qui sont des partis politiques.

Désemparés par le spectre du chômage, les acteurs politiques congolais cherchent à polluer le champ politique à travers les partis politiques qui leur permettent de signer les accords d'alliances pour se retrouver activement dans la scène politique. Il devient très malheureux de constater que les aventuriers et les affairistes de tout bord se lancent dans la création de partis politiques qui poussent comme des champignons après la pluie. L'illusion des pratiques affairistes développées au sein de la classe politique congolaise, suivie d'une propension à privilégier des raccourcis d'accumulations d'argent facile en politique, dans n'importe quelle condition, stimulés par des luttes de positionnement afin d'accéder facilement et vite à l'exercice du pouvoir, devient un obstacle pour la bonne gouvernance⁹.

L'inconstance de ces acteurs dans le jeu d'alliance entraîne, ipso facto, le déséquilibre de leurs formations politiques. Par des guerres de leadership et l'accentuation des conflits de tout genre, tel est l'idéal de l'homme politique congolais. En effet, lors des événements politiques, surtout dans l'approche des négociations (la table ronde belgo-congolaise, avril 1960, la Conférence Nationale Souveraine, 7 août 1991, le dialogue inter congolais de Sun City, 2002- 2003, les élections de 2006 et de 2011, les dialogues de la Cité de l'UA et de CENCO, 2016, élections de 2018, les concertations de 2020 pour la création de l'Union Sacrée de la Nation), nous avons constaté que les partis politiques font de revirements spectaculaires s'effritent, les alliances se font et se défont sans commune mesure et sans explications.

En 2013, la majorité présidentielle avait réussi à débaucher le Secrétaire Général du MLC, ce dernier a quitté et emporté avec lui, une grande partie des membres pour créer le MLC/L.

En 2015, devant l'évidence, et les ambitions au dauphinat du président sortant qui devenaient de plus en plus ouvertes, ce débat a déchiré une grave dissidence et exclusion, hors de la MP de certains membres. Les acteurs exclus ont alors structuré leur camp en créant le G7 (MSR, UNAFEC, UNADEF, PDC, ARC, et Avenir du Congo) qui ont rejoint l'opposition et leurs partis ont été dédoublés.

Durant le dialogue de la cité de l'Union Africaine, du 18 octobre 2016, le président de l'UNC s'est retrouvé au sein de son ancienne famille politique. Il est accusé de vouloir donner de béquilles à la Majorité présidentielle de Joseph Kabila, son parti a subi le choc, Ewanga et Lubaya sont partis, et ont créé respectivement leurs partis politiques.

A l'issue du dialogue du Centre Interdiocésain (CENCO) du 31 décembre 2016, le pouvoir avait réussi à faire débaucher en éclat l'unité de l'UDPS en nommant, Samy Badibanga, et ensuite Bruno Tshibala Premier Ministre et Olenga Nkoyi président de CNSA. En conséquence, l'UDPS et le RASSOP, plateformes de l'opposition créées par le leadership d'Etienne Tshisekedi, furent dédoublés, etc. (RASSOP Kasa-vubu)

Ce phénomène a connu une autre forme depuis 2018, avec le débauchage des acteurs de toutes les tendances pour la création du *Front Commun pour le Congo*, dont l'intérêt immédiat était la perspective électorale qui pointait à l'horizon. Cette méga plate-forme était composée des membres de la Majorité présidentielle de l'époque et les membres de l'opposition et de la société civile qui siégeaient au gouvernement de l'union nationale issue de l'accord du 31 décembre 2016. Au nombre des signataires de sa Charte constitutive, on cite Aubin Minaku (alors Président de l'Assemblée nationale) pour la composante Majorité présidentielle, Bruno Tshibala (alors Premier ministre) pour le

⁹ TSHIBWABWA KUDITSHINI, J., *Réinvention de l'UDPS, déclin du FCC, enjeux de pouvoir et refondation de l'État : savoirs, acteurs et structures*, Tome 1, Kinshasa, EUA, 2021, p. 198.

Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement, José Makila pour le compte de l'opposition signataire de l'accord de la cité de l'union africaine, et Maguy Kiala pour la Société civile. Jean-Lucien Bussa, Pierre Kangudia, Justin Bitakwira, Steve Mbikayi, Thomas Luhaka, Egwake Omer, Basile Olongo, Elikia Mbokolo, etc. sont, entre autres, des personnalités politiques et scientifiques qui avaient adhéré et signé cette charte.

Depuis 2020, ce phénomène de survie politique des acteurs, perçu comme une marque distinctive de l'univers politique en RDC, a pris une ampleur considérable dans le comportement des acteurs politiques depuis la fin de la coalition FCC et CACH. Plusieurs cadres, anciens alliés de Joseph Kabila, transitent avec leurs élus pour rejoindre le pouvoir de Tshisekedi. C'est les cas notamment, de l'Alliance des forces démocratiques du Congo et Alliés (AFDC/A) de Bahati, le CCU et alliés de Lambert Mende, et tant d'autres partis politiques ont fait des déclarations de leur alignement à l'Union Sacrée de la Nation. Les gouverneurs et les élus provinciaux ont fait des différentes déclarations de leur changement vers l'USN.

L'opposition n'est pas du reste, le Mouvement de libération du Congo (MLC) de Jean pierre Bemba, de l'Ensemble pour la République de moïse Katumbi, tous membres de LAMUKA ont rejoint le pouvoir. Ce comportement de survie politique des acteurs se traduit par le nomadisme, le vagabondage, et le changement des partis et des regroupements politiques qui deviennent le mode de vie des acteurs politiques à chaque enjeu de positionnement.

De ce qui précède, de l'évolution de la société démocratique et de la complexité des enjeux politiques dans leurs ramifications, tant sur le plan interne qu'externe, il est impératif de donner aux partis politiques congolais un autre contenu en ce qui concerne les alliances. La société est obligée de mettre de garde-fou afin de préserver l'essentiel, à savoir la politique au service du bien-être collectif que sont censés promouvoir les acteurs des partis politiques et leurs membres.

Ainsi par exemple, en créant un parti politique, un acteur se déclare candidat président de la république, mais quelques jours plus tard, on le retrouve ministre national. En moins d'une année, il se contente d'un poste de vice-ministre. Ceci démontre à suffisance, qu'un tel acteur n'a aucun idéal, pratique la politique du ventre, ou mieux son souci est de calmer son estomac par une recherche effrénée de n'importe quelle portion du pouvoir pour survivre¹⁰. Ces alliances sont fondées sur base des intérêts des acteurs ou de conviction personnelle des autorités morales des partis ou regroupements politiques sans tenir compte d'aucune disposition constitutionnelle. On quitte son parti, avec armes et bagages, pour en rejoindre un autre, tout en se réservant la possibilité, au gré des circonstances, de revenir dans son parti d'origine. Ceci s'explique par la recherche insatiable du pouvoir et de positionnement politique et la double peur de se retrouver sans leadership politique avec possibilité d'être dans l'opposition, et celle de se rattraper par des poursuites judiciaires à cause de la mégestion et le détournement des deniers publics dont plusieurs acteurs politiques congolais sont accusés¹¹. La prolifération anarchique des partis politiques en rend difficile la compétition électorale et fragilise le jeu d'alliance après chaque alternance du pouvoir¹². Ngoma-Binda affirme que les partis politiques congolais

¹⁰ BAYART, J.F., *Le politique par le bas en Afrique noire. Questions de méthode* », *Politique africaine*, 1, janv. 1981, pp. 53-82.

¹¹ G. NZONGOLA NTALAJA, *Faillite de la gouvernance et crise de la construction nationale au Congo-Kinshasa. Une analyse des luttes pour la démocratie et la souveraineté nationale*, Kinshasa-Montréal-Washington, ICREDES, 2015.

¹² BOSHAB Evariste, *La République Démocratique du Congo : entre les colombes et les faucons où vont les partis politiques ?*, Kinshasa, PUC, 2001, p. 2.

semblent constituer un véritable obstacle à l'écllosion d'une culture démocratique et de la bonne gouvernance¹³.

III. LES RÉSULTATS OBTENUS : interprétation et confrontation des données du terrain

L'enquête de terrain a été tributaire des aléas et vicissitudes de la vie politique en RDC. Néanmoins, elle nous a été d'une grande utilité. La conceptualisation de « politique comme moyen de survie » est très révélatrice d'une pratique affairiste, de business et d'autoritarisme. Elle est riche de plusieurs significations qu'il convient de ne pas méconnaître.

Nous avons compris que les jeux d'alliances et de coalitions est réellement une réalité incontournable dans la vie politique congolaise. Mais ces alliances naissent pour les besoins de la survie politique, économique, financière et matérielle. Ce qui fait que les alliances politiques ne sont pas efficaces et demeurent très fragiles, car les acteurs politiques adhèrent juste pour des intérêts égoïstes, et se rendent compte qu'il faut domestiquer le pouvoir politique lui-même qui est la source de toutes les ressources. Et donc, inventent l'expression selon laquelle « *Mbisi elandaka esika mayi ezo tshola* », c'est-à-dire « le poisson suit toujours là où la rivière coule ». Les partis et les alliances sont considérés désormais comme un moyen d'accès au gouvernement, pour la survie des acteurs. Ils y entrent non pour la réalisation de l'intérêt général, mais plutôt pour assouvir leurs intérêts personnels, ou du moins, pour aller chercher de quoi nourrir sa femme, ses enfants et des charognards qui rôdent tout autour. Tel est l'idéal des acteurs politiques congolais.

Il se révèle que la lutte pour la conquête de la majorité parlementaire et de son contrôle devient un combat pour chaque régime. Les acteurs politiques ont formalisé les alliances pour accumuler les ressources matérielles, financières et foncières, et profiter des autres avantages et facilités illimitées que le pouvoir procure, surtout quand il s'agit des sommes d'argent colossales accordées aux postes politiques par rapport aux simples fonctionnaires de l'Etat. Les données du terrain révèlent que dans le désir de contrôler les institutions telles que : la CENI, la Cour constitutionnelle, le gouvernement, le parlement et autres institutions du pays, les alliances politiques se font et se défont dans les circonstances suivantes : à l'occasion des élections, de la distribution du pouvoir ou des responsabilités politiques ; à la recherche du leadership et du positionnement au niveau national que local, à l'occasion du découpage territorial et de la distribution des dividendes politiques.

Les acteurs politiques se rendent compte qu'il faut domestiquer le pouvoir politique, qui est la source de toutes les ressources. Le pouvoir devient ainsi une substance possédée que l'on refuse de rendre, de donner à quelqu'un d'autre avant de rendre l'âme. Donc pour les carriéristes politiques congolais, il n'y a pas une vie ou activité en dehors de la scène politique. Toutes ces pratiques sont à la base de l'instabilité des alliances politiques et de la mauvaise gouvernance¹⁴. Ce qui fait que la vie politique congolaise soit profusément animée que par la mobilité des acteurs politiques qui bougent les lignes. Les acteurs y accèdent au pouvoir, non pas pour réaliser l'intérêt général, mais plutôt pour assouvir leurs intérêts personnels égoïstes et de ceux des charognards qui rôdent tout autour. De par leurs attitudes et comportements, les acteurs politiques font passer la RDC pour une bergerie où les loups s'infiltrèrent par intrusion pour assouvir leur faim.

Les raisons de base de la politique des alliances politiques dans le cas pratique de ces trois premières législatures ont démontré que ces alliances sont loin de la réalisation du

¹³ NGOMA BINDA, in Préface de l'ouvrage de BOSHAB Evariste, *La République Démocratique du Congo : entre les colombes et les faucons où vont les partis politiques ?*, op.cit., p. 2.

¹⁴ BIYOYA MAKUTU, P. et MUKENDI TSHIMANGA, R., « Alliances et coalitions de partis politiques en République Démocratique

bien-être collectif, de la consolidation de la bonne gouvernance, de la cohésion nationale, de l'Etat de droit ou de la justice distributive. Seule la volonté de réunir le plus grand nombre de suffrages et de conquérir le pouvoir afin d'accéder à l'accumulation de l'argent facile aura été la véritable motivation. La conséquence n'est autre que la paralysie de la démocratie parlementaire d'une part, et la fragilisation de la cohésion nationale, d'autre part, caractérisées par la parcellisation du pouvoir politique à tous les niveaux, et ces pratiques plongent le pays dans une gabegie financière et à l'instauration de la mauvaise gouvernance.

CONCLUSION

Dans cet exercice, les comportements des acteurs faisant de la politique un cop ou business de survie étaient au centre de notre réflexion. Nous avons voulu analyser le comportement des acteurs qui considèrent la politique comme une industrie d'argent qui ne tombe jamais en faillite. En examinant les comportements des hommes politiques au parlement, au gouvernement et aux instances des partis politiques, dans leurs actions, nous avons constaté que l'égoïsme reste l'adversaire le plus redoutable pour les acteurs politiques congolais. L'argent est le nerf de guerre, dit-ont, c'est une vérité du système congolais. Pour eux, l'argent facile, tous sont d'accord, mieux vaut en avoir que ne pas en avoir, il faut donc réussir, atteindre la mangeoire et avoir « Monsieur l'Argent » à n'importe quelle occasion plutôt que des valeurs morales, des logiques incohérentes, car ce ne sont pas les papiers qui alimenteront les enfants, mais les « haricots ». Les moyens d'obtenir cet argent n'ont guère d'importance, pourvu que le résultat soit palpable. « Un tien vaut mieux que deux tu l'auras » : le chasseur et le cueilleur sont plus qu'omniprésents dans la personnalité de l'acteur politique congolais.

Il a été démontré que les acteurs politiques au pouvoir usent de mille et une astuces pour domestiquer et patrimonialiser l'appareil de l'Etat afin de tirer le confort et le prestige social. Nous avons compris que les acteurs politiques de l'opposition ne jouent pas correctement leurs rôles. Tous calculs, c'est de vouloir se vendre à vil prix au pouvoir en place pour profiter des avantages personnels pour assurer sa survie. Nous nous sommes rendu compte qu'au Congo, le pouvoir n'est pas le pouvoir, l'opposition, n'est pas l'opposition, mais seuls, les intérêts privés des acteurs qui priment, c'est la cacophonie. Les acteurs politiques profitent des alliances pour garantir les dividendes politiques. Il se fait que la sempiternelle crise de gestion des ambitions, les querelles de leadership, le reniement, le mensonge, la corruption, le népotisme, la magouille, le changement de position, etc. sont des gestes habituels de quête de survie des acteurs politiques congolais.

En effet, il se révèle que le champ politique congolais est dominé par des oppositions gouvernantes (celles des nationalistes aux mobutistes, celles des mobutistes aux kabilistes, celles des kabilistes aux tshisekedistes), dont les basculements de leurs positions sont axés sur les intérêts privés des acteurs. Le champ politique congolais vivote fragmenté, déséquilibré et parfois militarisé. Ces alliances se fondent sur base de débauchage ou de corruption purement organisée qui suscitent parfois des divisions au sein des politiques adverses en stimulant des ambitions personnelles des élites afin de les pousser à la dissidence et de provoquer les ralliements. Les opposants d'hier, deviennent désormais alliés de la majorité présidentielle et vice-versa. Ces arrangements politiques nocturnes appelés de fois alliances ou coalitions sont à la base du chao congolais.

Ce débat sur le partage du pouvoir ou de la survie des acteurs, a été une pratique lors de différentes alliances, notamment la CNS, le dialogue inter congolais de Sun City, les élections de 2006 et de 2011, les dialogues de la Cité de l'UA et de CENCO, Concertations Nationales de 2020 initiées par le Président Tshisekedi pour la constitution d'une nouvelle majorité parlementaire au sein de l'union sacrée, témoigne du comportement de cupidité, de l'affairisme, de la médiocrité et de piraterie politique au

Congo¹⁵. Les dialogues, les concertations, les conclaves, les alliances ou coalitions, etc. ne sont rien d'autres que des opportunités pour les acteurs de se partager la « part du loin » avec le système de partage de gâteau¹⁶. Pour chaque régime qui cherche à contrôler les institutions et les enjeux politiques, les alliances donnent occasion de récupérer les acteurs du camp adverse (opposition), ceux qui seront attrapés de vertige en brandissant la primature, et autres postes ministériels et entreprises publiques comme appâts.

BIBLIOGRAPHIE

- AUNDU MATSANZI, G., *politique et élites en RD-Congo, de l'indépendance à la troisième République*, L'Harmattan, Louvain-Neuve, 2015.
- AUNDU MATZANZA, G., *Etat et partis au Congo-Kinshasa. Ethnicité pour légitimité*, éd. le Harmattan, Paris 2010.
- AUNDU, G., *comprendre la science politique en 9 leçons*, éd. academia, le Harmattan, paris, 2018.
- BAYART, J.F., *Le politique par le bas en Afrique noire. Questions de méthode », Politique africaine*, 1, janv. 1981.
- BIYOYA MAKUTU, P. et MUKENDI TSHIMANGA, R., « Alliances et coalitions de partis politiques en République Démocratique
- BOSHAB Evariste, *La République Démocratique du Congo : entre les colombes et les faucons où vont les partis politiques ?*, Kinshasa, PUC, 2001.
- BOSHAB, E., *RDC : entre les colombes et les faucons. Où vont les partis politiques ?*, PUC, Kinshasa, 2001.
- Kyungu Masangu, J.P., *RD-Congo : des compromissions au compromis résolutions*, 2008, éd. Du net, Suresns, 2015.
- MBOKO DJ'ANDIMA, *Principes et usage en matière de rédaction d'un travail Universitaire*, Ed. CADICEC, Kinshasa, 2004.
- NZONGOLA NTALAJA, G., *Faillite de la gouvernance et crise de la construction nationale au Congo-Kinshasa. Une analyse des luttes pour la démocratie et la souveraineté nationale*, Kinshasa-Montréal-Washington, ICREDES, 2015.
- TSHIBWABWA KUDITSHINI, J., *Réinvention de l'UDPS, déclin du FCC, enjeux de pouvoir et refondation de l'État : savoirs, acteurs et structures*, Tome 1, Kinshasa, EUA, 2021, p. 198.
- YOTILA NZUKA NIEMBA, J., *pouvoir politique en RD-Congo, histoire d'idées et analyses politiques*, Presse Université de Kongo (PUK), Kisantu, 2017, p.323.

¹⁵ YOTILA NZUKA NIEMBA, J., *pouvoir politique en RD-Congo, histoire d'idées et analyses politiques*, Presse Université de Kongo (PUK), Kisantu, 2017, p.323.

¹⁶ AUNDU MATSANZI, G., *politique et élites en RD-Congo, de l'indépendance à la troisième République*, L'Harmattan, Louvain-Neuve, 2015.